

Le premier ministre ne peut pas s'en sortir avec cette déclaration. Personne au Canada ne croira autre chose que ceci: le NPD a proposé à la Chambre des solutions raisonnables, positives à certains problèmes et le gouvernement, désireux de rester au pouvoir, les a acceptées. Je ne sais pas si certaines personnes ressentent une véritable frustration ou si celle-ci est feinte afin de donner l'impression d'avoir beaucoup de dynamisme ou d'agressivité. Dans un cas comme dans l'autre, monsieur, la frustration que ressentent apparemment ou que simulent certains députés est compréhensible. A mon avis, aucun observateur objectif pourrait faire abstraction de l'influence considérable que notre parti a exercée dans d'importants secteurs de politique. Le fonctionnement du Parlement a procuré d'énormes avantages au Canada et aux Canadiens.

● (1610)

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Je sais qu'il y en a ici et dans notre pays qui pensent que le seul rôle de l'opposition est de s'opposer à tout prix, d'une façon négative et destructive. J'ai toujours rejeté cette idée en théorie, et je la rejette particulièrement dans le cas d'un Parlement minoritaire. Je rejette cette approche négative et destructive. En fait, la seule opposition qui ait du sens et qui favorise les intérêts du Canada dans un Parlement de ce genre est une opposition constructive et positive. A mon avis, la déclaration du premier ministre, jeudi dernier, a démontré d'une façon dramatique la valeur pour les Canadiens d'une politique qui consiste à faire des propositions positives et, de par la nature du Parlement actuel, de les faire adopter, ne serait-ce que partiellement. C'est ce qu'on a fait depuis le 4 janvier, et c'est ce qui a été avantageux pour le pays.

Nous ne nous faisons pas d'illusions au point de croire que le Canada a une politique pétrolière satisfaisante à l'heure qu'il est, sans parler d'une politique énergétique. Nous savons très bien qu'en raison du comportement des gouvernements fédéraux, conservateurs et libéraux, et surtout des gouvernements créditistes et conservateurs de l'Alberta, nos ressources en pétrole et en gaz ont été bradées à des sociétés multinationales, si bien que ce sont les sociétés qui ont pu établir des priorités, régenter l'approvisionnement en pétrole et manipuler les prix. Tant que les sociétés multinationales continueront de jouer un rôle prépondérant dans la production et la distribution des réserves énergétiques du Canada, nous n'aurons pas de politique énergétique satisfaisante.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Je prétends qu'il est absolument inexcusable de permettre aux sociétés multinationales de majorer le prix du pétrole exploité ici après le 31 janvier et même après le 31 mars ou chaque fois que les Canadiens utilisent du pétrole canadien dont la production n'est pas accompagnée d'une hausse des frais d'exploitation. Je signale au premier ministre que, quelles soient les pressions exercées par les sociétés ou certaines provinces peu perspicaces, le gouvernement, le Parlement et les Canadiens doivent insister pour que le pétrole et le gaz qui appartiennent à la population soient offerts à des prix raisonnables et que ces prix ne devraient pas être majorés à moins que cette hausse ne soit justifiée par une hausse du prix de revient. Je ne peux vraiment pas comprendre pourquoi certains

L'énergie

députés dont j'estime hautement la probité personnelle continuent à s'opposer au blocage des prix après le 31 janvier et, ce faisant, exigent que les sociétés multinationales aient la chance de réaliser des profits inattendus atteignant des centaines de millions—des profits dont elles n'ont pas besoin et qu'elles ne méritent pas.

Je rappelle aux députés que les compagnies ont déjà touché cette année une augmentation de 95c. le baril, ce qui se traduit par des milliards de dollars ajoutés à la valeur de leurs réserves, sans parler de centaines de milliards ajoutés à leurs profits. Déjà, au cours des neuf premiers mois de 1973, l'Imperial Oil a déclaré des profits supérieurs de 46 p. 100 à ceux de la période correspondante de 1972. L'augmentation des profits de la Gulf se chiffre à 45 p. 100. Combien allons-nous leur permettre d'extorquer encore à la population canadienne pour remplir leurs caisses privées? Il ne faut pas oublier que 86 p. 100 de ces profits ne demeurent pas au pays mais s'acheminent vers le Sud, vers les sociétés-mères de ces entreprises multinationales.

Par conséquent, nous soutenons que la décision de maintenir le blocage des prix est juste et qu'elle mérite l'appui de tous les Canadiens soucieux du bien-être de leur pays et qui ne se laissent pas duper au point de prendre la défense du pouvoir et des profits des sociétés multinationales.

A mon avis, il y a longtemps qu'on aurait dû créer une société nationale des pétroles. Le premier ministre a tout fait pour souligner qu'il ne se propose pas de s'ingérer dans les affaires du secteur privé et que le Canada continuerait d'accueillir volontiers des investissements étrangers. Je dis, au nom de mes collègues, qu'en ce qui concerne notre politique et les intérêts du Canada, le moment nous semble opportun pour une intervention publique massive dans l'industrie pétrolière canadienne. Il est grand temps de limiter les pouvoirs des sociétés multinationales chez nous. Voilà pourquoi nous nous inquiétons de la façon dont nos sables bitumineux seront mis en valeur. Je vous le dis, monsieur l'Orateur, les Canadiens devraient tirer une leçon des événements survenus il y a une douzaine ou une quinzaine d'années, alors que différents gouvernements ont bradé nos ressources de pétrole de type classique aux sociétés multinationales. Non seulement le gouvernement au pouvoir en 1961—comme par hasard, un gouvernement tory—a-t-il acquiescé au bradage, mais il s'est rendu aux désirs des sociétés en divisant le Canada en deux marchés, il a instauré la politique qui est à l'origine des difficultés actuelles du Québec et des provinces de l'Atlantique et dont le chef de l'opposition (M. Stanfield) a parlé avec tant d'éloquence cet après-midi.

Monsieur l'Orateur, les Canadiens, les députés, et le gouvernement surtout, devraient tirer une leçon des conséquences du bradage aux sociétés multinationales de nos ressources énergétiques de type classique. Ayant été en leur pouvoir et sous leur domination pendant toutes ces années pour ce qui est de l'approvisionnement et des prix, et nous rendant compte maintenant des conséquences d'un tel état de choses nous devons en tant que nation voir à ce que les nouvelles et importantes réserves de pétrole des sables bitumineux soient exploitées comme une ressource de l'État, sous le contrôle de celui-ci et comme une vaste propriété publique dans l'intérêt des Canadiens.